

LES GOUVERNEMENTS ET L'EXTREME DROITE SOUTIENNENT LES MASSACRES A GAZA, LES POPULATIONS LES DENONCENT DANS LES RUES !

*L'armée israélienne a désormais coupé Gaza en deux et commence à frapper au sol aussi aveuglément qu'elle l'a fait du ciel. Plus de **9 700 personnes** ont déjà été tuées, la moitié des habitations rasées. Après les hôpitaux, **un convoi d'ambulances évacuant des blessés vers l'Égypte a été pris pour cible**. Et quand la population échappe aux bombes, c'est le manque d'eau qui menace. Sept rapporteurs spéciaux des Nations unies s'inquiètent désormais d'un risque de génocide.*

*Comble du cynisme : sur les 18 500 travailleurs gazaouis employés en Israël, 4 000 s'y sont retrouvés piégés après le 7 octobre, y ont été retenus prisonniers, passés à tabac et humiliés avant d'être renvoyés sous les bombes. **En Cisjordanie, les colons israéliens, armés par l'État** et protégés par l'armée, ont accéléré les exactions pour chasser les populations palestiniennes, **détruisant les habitations, tuant ou torturant ceux qui résistent**.*

L'impérialisme complice de ce crime contre l'humanité

Ce carnage se fait avec la bénédiction des grandes puissances, États-Unis et France en tête, pour qui l'État d'Israël est un gardien de leur ordre au Proche-Orient. **Macron et Biden ont aussi du sang sur les mains !** Le bombardement de l'Institut français de Gaza, preuve que les frappes visent la destruction totale de Gaza, n'a soulevé qu'une polie « incompréhension » du gouvernement français.

Par contre, **Macron et Darmanin tentent d'instrumentaliser le conflit au service de leur politique raciste**. Les tags et agressions antisémites sont systématiquement rapportés dans les médias. Ils sont évidemment odieux et doivent être dénoncés, mais le gouvernement a l'indignation sélective : les agressions et les déclarations racistes anti-arabes se sont elles aussi multipliées, y compris dans les médias. À l'exemple du journaliste de LCI, Pascal Perri, qui parle d'un « antisémitisme couscous ». **Comme d'habitude, c'est la population d'origine arabe qui est stigmatisée, accusée d'être antisémite, alors que l'extrême droite française a toujours fait de la haine des Juifs son fonds de commerce et que Macron lui-même, en 2018, avait rendu hommage à Pétain.**

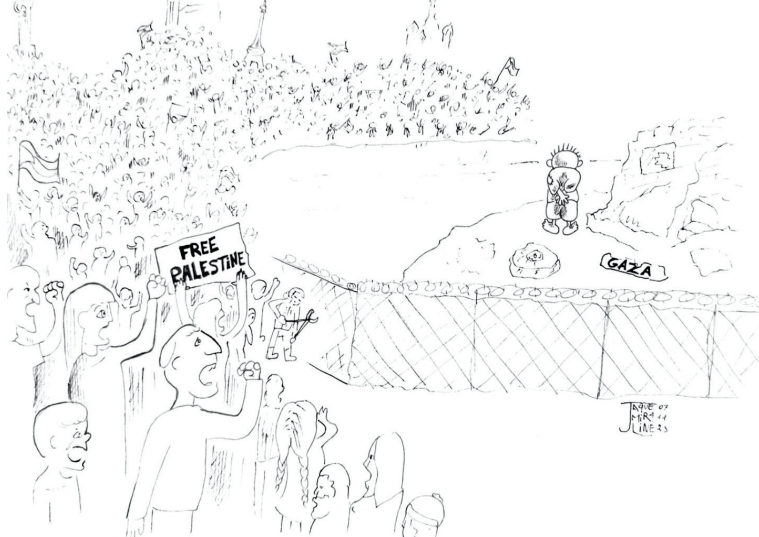
Un devoir de solidarité internationaliste que nous devons amplifier en France !

Ce samedi, la solidarité avec le peuple palestinien a franchi un nouveau cap en France, avec plusieurs dizaines de milliers de manifestants à Paris et dans une quarantaine de villes, après trois semaines de mobilisation, malgré les interdictions et l'amalgame que cherche à imposer le gouvernement entre solidarité avec le peuple palestinien et apologie du terrorisme ou antisémitisme.

Les manifestations se sont multipliées à Londres, New-York, en Nouvelle-Zélande, Turquie ou Indonésie, exprimant indignation et rage face aux massacres. Aux États-Unis, la contestation est particulièrement massive contre le soutien de Biden à Netanyahu. À Oakland, 200 manifestants ont bloqué un navire destiné à livrer des armes à Israël.

Le peuple de Palestine, opprimé depuis 75 ans, **enfermé dans des ghettos de misère, bombardé**, a besoin d'une **solidarité internationale** qui fasse pression sur Netanyahu et sur nos propres gouvernements qui le soutiennent. Le combat du peuple palestinien pour son émancipation et sa liberté est indissociable de la lutte contre toutes les oppressions, les rapports de domination et d'exploitation qu'il faudra renverser là-bas comme partout. Travailleuses, travailleurs, jeunes, il faut construire le mouvement qui permettra de faire reculer Netanyahu et la politique guerrière et antisociale des gouvernements qui le soutiennent, dont celui de Macron !

Dans les jours qui viennent, réunissons-nous sur nos lieux de travail et d'étude, faisons entendre notre colère, organisons-nous en collectifs d'expression de notre solidarité de travailleuses et travailleurs ! **Halte au massacre à Gaza !**



Un peu, beaucoup, passionnément... rien du tout. Marre des primes, on veut du salaire !

A l'hôpital, la prime, c'est la carotte que nous tendent les directions chaque fois qu'on a besoin de nous : le ségur, les primes Covid, celles du pouvoir d'achat, et même pour les hôpitaux parisiens, une prime pour les JO. Mais les primes : c'est qu'une fois ! et le montant varie en fonction du métier, des arrêts maladie, etc. ... bref à la tête du client ! Ce qu'il nous faut c'est une augmentation générale de nos salaires : Au moins 400 euros pour tous !

Aux USA : une grève victorieuse qui en appelle d'autres

Commencée fin septembre, la grève des travailleurs de l'automobile aux USA s'est achevée la semaine dernière. Après Ford et Stellantis, les patrons de General Motors ont fini par lâcher. Les travailleurs des trois grands groupes automobiles américains ont mené une grève coordonnée durant six semaines et arraché 25 % d'augmentation en moyenne sur quatre ans – et jusqu'à 150 % pour les plus bas salaires. En plus des salaires, les grévistes ont obtenu la revalorisation des pensions, la titularisation de travailleurs intérimaires et des embauches (5 000 chez Stellantis et l'ouverture d'une usine de batteries chez Ford). C'est la force des 45 000 salariés en grève qui a fait plier le patronat.

À Carhaix (Bretagne), la mobilisation des habitants pousse l'ARS à réagir

Après des semaines de mobilisations, les habitants de Carhaix, qui avaient manifesté massivement début septembre contre des fermetures de services, ont poussé l'Agence régionale de santé à revenir partiellement sur ses décisions. Un accord a été signé sur la préservation de la maternité et de la chirurgie de l'hôpital, mais toujours rien sur la réouverture des urgences de nuit, dont la fermeture avait poussé les habitants dans la rue. Un épisode qui montre que la mobilisation peut faire reculer l'ARS et devra se poursuivre pour enfin imposer un service de santé correct qui ne mette pas les habitants en danger.

Encore des cadeaux pour les patrons

La loi de financement de la Sécurité sociale est en discussion au Parlement. La couleur est annoncée, le gouvernement veut faire 3,5 milliards d'euros d'économie sur la santé. Le budget des hôpitaux sera diminué de 2 milliards et la chasse aux arrêts maladie est lancée. Les médecins seront contrôlés sur les examens qu'ils prescrivent. De plus, le montant de la franchise, qui est de 0,5 euro par boîte de médicaments, devrait passer à 1 euro en 2024. Doublement également de la franchise pour les actes paramédicaux (aujourd'hui à 0,5 euro par acte) ainsi que celle des transports sanitaires (actuellement 2 euros par trajet). Encore une fois ce sont les plus modestes qui seront touchés au portefeuille.

Fin de l'AME, une attaque de plus contre les travailleurs immigrés

À l'occasion du débat au Parlement sur la loi immigration de Darmanin, la droite et l'extrême droite sont vent debout contre l'AME, l'aide médicale d'État, qui permet sous certaines conditions de prendre en charge les soins pour les personnes sans papiers. Et pourtant, un sans-papiers sur deux ne fait pas appel à cette aide, qui ne coûte au total que 0,5 % du budget de l'assurance maladie. Mais le problème des politiciens, ce n'est pas la santé publique. C'est de faire de la démagogie raciste et de tenter de dresser une partie des travailleurs et travailleuses contre les autres.

Pénurie de médicaments : une pénurie organisée et évitable !

On nous annonce que, comme l'an dernier, l'hiver 2023-2024 sera marqué par une série de pénuries de médicaments. Y compris, comme l'hiver dernier, des médicaments courants comme l'Amoxicilline ou le Paracétamol. Comme si cette situation était normale et qu'on devait s'y habituer ! L'Agence Nationale de la Sécurité du Médicament a lancé un « plan contre les pénuries » qui consiste... à demander de faire remonter les besoins et renforcer le suivi des stocks ! Autrement dit, brasser du vent et ne rien faire qui touche concrètement au cœur du problème : la production qui est insuffisante. Parce que les firmes pharmaceutiques profitent de leur situation de monopole pour produire moins, concentrer toute leur production en un seul lieu (et subir ainsi plus de rupture d'approvisionnement), dans le but de forcer les Etats à augmenter leur prix. Ces pénuries sont évitables ! C'est à nous de reprendre le contrôle sur la production de médicaments, pour produire selon les besoins et non en fonction des intérêts des plus riches !

A Faches Thumesnil et Lille Sud, des habitants empoisonnés

Pendant plus d'un siècle, l'usine de batterie Exide, encore en activité, a craché des fumées chargées de poussières de plomb. En 2022 des habitants reçoivent des courriers leur interdisant de cultiver leur jardin, les déconseillant de laisser jouer les enfants dehors. Des cas de saturnisme chez des enfants ont été détectés. Le jardin public du quartier a révélé des taux de plomb jusqu'à 1700mg/m3.

Entre 2020 et 2022 l'usine a baissé sa production de plus de moitié, ce qui fait qu'elle n'est plus classée Seveso seuil haut. Ce n'est donc plus à Exide de faire et de payer les tests de plombémie des sols et les décaissements de terre... mais aux riverains. L'entreprise a proposé de payer la moitié des frais (quelle générosité !). Dans le bassin minier et partout dans le monde, des entreprises polluent sciemment, empoisonnent les populations... et ne payent pas.

Mais qui a peur de l'éducation à la sexualité ?

Depuis plusieurs semaines, des religieux intégristes et/ou des adeptes de théories fumeuses sur les « élites pédo-sataniques » attaquent les séances d'éducation sexuelle et affective dispensées en France et en Belgique, au motif qu'ils « pervertiraient » les enfants... En réalité, ces temps visant à répondre aux interrogations des jeunes sont centrés sur les notions de consentement, de respect de l'autre. Ils permettent donc de lutter contre les stéréotypes violents véhiculés par les images pornographiques auxquelles ils sont confrontés – en général involontairement – de plus en plus tôt. Par ailleurs, entre 15 et 20% des mineurs seraient victimes d'abus sexuels, le plus souvent de la part de proches – famille, conjoint. Or, le puritanisme et les tabous n'ont jamais protégé des prédateurs et agresseurs. C'est même tout le contraire : comment dénoncer ce qu'on ne sait pas nommer ?

Ce bulletin est le tien, fais le circuler. Tu peux nous aider en l'informant. Prends contact avec nos militants. Tu peux aussi nous écrire par mail à npa.lille@gmail.com ou sur les réseaux sociaux.